

Initiatives ministérielles

En réfléchissant aux votes exprimés par son parti depuis un an et demi, je ne vois vraiment pas quelle aide il a apportée au gouvernement du Canada dans la recherche de solutions aux problèmes mentionnés.

Je crois que je devrais aussi rappeler au député que lorsque le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir en 1984, nous dépensions 16 milliards de dollars—des milliards, pas des millions—de plus que ne généraient les impôts, ce qui accroissait le déficit d'autant chaque année. Bien entendu, cela venait s'ajouter à la dette. À l'heure actuelle, nous avons un excédent de 9 milliards de dollars dans ce compte, si nous n'augmentons pas cette dette qui constitue l'un des principaux problèmes auxquels nous sommes confrontés au Canada à l'heure actuelle. Il faut signaler que 80 p. 100 de cette dette est attribuable au paiement de l'intérêt sur la dette qui nous a été laissée par le gouvernement précédent. À peine 20 p. 100 de la dette représentent des dépenses nouvelles.

• (1230)

Notre gouvernement ne ménage pas ses efforts dans des circonstances difficiles et face à l'opposition des autres partis ainsi que du Sénat à majorité libérale à des mesures comme la réforme de l'assurance-chômage. Si le Sénat ne renvoie pas ce projet de loi après l'avoir approuvé, il en coûtera au gouvernement canadien 1,75 milliard de dollars de plus par an.

Le député affirme que le gouvernement ne fait rien; moi je crois qu'il prend un très grand nombre de mesures utiles. Nous savons tous que nous pouvons réduire notre déficit en augmentant les impôts, et il nous a accusés de le faire. Je voudrais signaler qu'une bonne partie des modifications fiscales qui ont été apportées, ont été prônées par certains membres de son parti. En d'autres termes, nous avons supprimé bon nombre des échappatoires fiscales auxquelles les nantis avaient recours. Nous forçons les grandes sociétés qui ne payaient pas d'impôt auparavant à en verser. Il est vrai que nous avons augmenté certains impôts, mais je crois que le régime fiscal est beaucoup plus équitable que dans le passé.

Nous réduisons nos dépenses. Je voudrais demander au député de me dire quand il a souscrit à l'une des compressions budgétaires effectuées par le gouvernement. Sauf erreur, il ne l'a jamais fait. Pourtant, nous avons procédé à bien des compressions de dépenses et si je ne m'abuse, l'opposition s'est élevée contre toutes les réductions que nous avons recommandées.

Le gouvernement sabre ses dépenses. Nous réduisons la taille de la fonction publique. Une troisième façon de réduire notre déficit et notre dette consiste à stimuler

l'économie. Or, depuis notre arrivée au pouvoir, 1,6 million de nouveaux emplois ont été créés au Canada. C'est là, manifestement, le signe d'une importante expansion de l'industrie canadienne. Beaucoup de ces emplois sont occupés par des femmes.

J'invite le député à me donner un exemple des types de réduction du déficit proposés par notre gouvernement, qui ont l'appui de son parti. Nous n'avons droit qu'à des critiques et des commentaires négatifs de la part de nos vis-à-vis, et je voudrais que le député nous précise les mesures de réduction du déficit que ses collègues et lui-même seraient prêts à appuyer.

M. Volpe: Monsieur le Président, j'espère que vous aurez la patience de m'accorder quelques minutes pour que je puisse satisfaire le député de la Colombie-Britannique. Comme il a posé une question globale, je ne veux pas qu'il parte avant d'avoir eu toutes les réponses.

Il a écouté avec une grande attention. Je sais qu'il voulait comprendre quels ont été les effets de certaines initiatives de son gouvernement. J'ai déjà signalé l'augmentation de la dette publique, ce qu'il a reconnu. Le député a parlé de création d'emplois. Soixante-dix p. 100 des emplois dont le gouvernement s'arroge le mérite se trouvent dans le secteur des services, où les salaires sont bas.

Je ne sais pas s'il veut donner à entendre qu'un grand nombre de ces emplois sont occupés par des femmes, étant donné que nous luttons pour l'équité salariale et pour l'amélioration du sort de tous les Canadiens, y compris celui des femmes, qui peuvent occuper de bien meilleurs emplois que ceux qui sont offerts à vil salaire dans le secteur des services et qu'il voudrait bien leur refiler.

L'an dernier, j'ai signalé à la Chambre, et le député était présent, que l'économie canadienne a perdu, non gagné, près de 200 000 emplois. La chose a été admise par le ministre des Finances et par le premier ministre lui-même. Cela s'est produit dans le cadre de l'Accord de libre-échange. Ce ne sont pas mes statistiques. Elles proviennent des collègues du député, du premier ministre et du ministre des Finances. Présentez-vous au caucus et vous obtiendrez ces renseignements.

Ce qui est pire, c'est que par suite des initiatives du gouvernement, l'économie canadienne a vu disparaître depuis deux ans 180 000 emplois dans le secteur de la fabrication. Il s'agissait d'emplois permanents rémunérés à raison de plus de 10 \$ de l'heure. Si le gouvernement avait su conserver à ces travailleurs leur emploi, il aurait pu percevoir des impôts sur le revenu de ces gens-là et augmenter ses recettes.